

SUISSEDIGITAL
CONNECTE NOTRE PAYS

#LA CYBERSÉCURITÉ POUR TOUS
Faites le Security Check sous securitycheck.suissedigital.ch



UN SUPPLÉMENT THÉMATIQUE DE SMART MEDIA

FÉV 21

smartmedia

FOCUS.

BUSINESS GUIDE 2021

Interview

ERIC BOISSONNAS

Quelle est la place du billet de banque dans notre monde ultra-connecté?
Le CEO de Koenig & Bauer Banknote Solutions nous l'explique.

En savoir plus sur www.onlinefocus.swiss

Entreprises,

Un vent de liberté souffle sur la prévoyance professionnelle !

#Flexibilité #Simplicité #TarifsAttractifs

commercial@opsion.ch / +41 58 320 40 30

Opsion

Transparence, confiance et transversalité

Pourquoi la transparence et la transversalité définissent-elles la transformation numérique?
Pourquoi un sentiment aussi humain que la confiance est-il essentiel au bon fonctionnement d'une société numérique?

La numérisation entraîne de facto la transparence entre émetteur, plateforme et récepteur. Si vous êtes par exemple sur WhatsApp, vous consentez implicitement à partager le contenu de votre message, l'endroit où vous vous situez et l'heure de transmission avec des tiers. Cette transparence nécessaire peut aussi être perçue comme une intrusion dans notre quotidien et dans nos libertés individuelles. Certes.

Il est essentiel d'expliquer ce que cette transparence implique de partager de manière ouverte et sans filtre ce qu'une décision personnelle peut avoir comme conséquence sur notre quotidien. Les Journées du digital ont justement comme objectifs de développer l'alphabétisation et la culture du numérique au sein de la population suisse afin de rester maître de nos choix.

Notre rapport aux autres est basé sur la confiance. Et ce qui est vrai dans un monde analogique l'est encore plus dans un monde numérique. La confiance est même essentielle au bon fonctionnement d'une société

numérique. Comment garantir que nos données personnelles ne soient pas utilisées à notre insu? Comment générer une adhésion à des processus de vote en ligne? Comment stimuler l'utilisation de services médicaux en ligne? Plusieurs initiatives ont été lancées en Suisse afin de créer un «Trust



“ Dans un monde de plus en plus complexe, la collaboration entre toutes les parties prenantes devient la norme.

- SÉBASTIEN KULLING,
DEPUTY MANAGING DIRECTOR
DIGITALSWITZERLAND &
HEAD OF SUISSE ROMANDE

label» pour des sites en ligne, profitant ainsi du capital confiance que la Suisse génère déjà à travers le monde, tout en l'appliquant au monde numérique.

Dans un monde de plus en plus complexe, la collaboration entre toutes les parties prenantes devient la norme. La création d'alliances improbables entre des partenaires privés, publics, académiques, non-gouvernementaux ou issus de la société civile fait partie intégrante des nouvelles pistes de travail que nous explorons. Notre attachement à la transversalité, que ce soit au sein d'une même organisation ou entre différents organismes, fait partie de notre ADN. Nous sommes convaincus que la résolution des problèmes actuels et futurs auxquels font face nos sociétés, n'est possible que par une accélération de programmes transversaux.

C'est pour ces raisons que seul un «numérique responsable», basé sur la transparence, la confiance et la transversalité a une chance de susciter une large adhésion du public.

TEXTE SÉBASTIEN KULLING



CONTENU...

- 04 Sustainable finance
- 08 Digitalisation bancaire
- 10 Interview: Eric Boissonnas
- 12 Gestion de contrats
- 14 LPD

FOCUS BUSINESS GUIDE 2021.

CHEF DE PROJET:

Camille Chervin

COUNTRY MANAGER:

Pascal Buck

ÉDITORIAL:

Andrea Tarantini

TEXTE:

Andrea Tarantini, Perrine Borlée

IMAGE DE COUVERTURE:

François Wavre | Lundi 13

LAYOUT:

Anja Cavelli

CANAL DE DISTRIBUTION:

Bilan, Février 2021

IMPRESSION:

Swissprinters

imprimé en
suisse

SMART MEDIA AGENCY

Gerbergasse 5, 8001 Zurich, Suisse

Tél +44 258 86 00

info@smartmediaagency.ch



Bonne lecture!

Camille Chervin
Chef de Projet

ANNONCE

CERTIFICAT EN FINANCE DURABLE

RENTREE LE 4 MAI 2021

isfb

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

022 827 30 01 | INFO@ISFB.CH

INSTITUT SUPÉRIEUR DE FORMATION BANCAIRE



MICROFINANCE

FINANCE D'IMPACT

STRATÉGIE DURABLE

BONDS WITH BENEFITS

ANALYSE ESG ET MESURES D'IMPACT

INVESTISSEMENTS CLIMATIQUES

CLEANTECH

Bureaux gérés: l'alternative au coworking

Proposant plus de 80 adresses en Suisse romande, bmyb simplifie la location de bureaux flexibles. Encore méconnu, un nouveau format voit le jour: celui des bureaux gérés qui offre des avantages considérables.

Proptech genevoise en pleine expansion, bmyb aide tout professionnel à trouver un espace de travail adapté à ses besoins et à son activité. La plateforme internet propose par exemple la location de bureaux en coworking, lieux qui encouragent l'échange, ou en centres d'affaires, bureaux prêts à l'emploi accompagnés de services tels que l'accueil des clients et la réception des appels.

Afin de garantir une offre riche et diversifiée, bmyb accompagne les entreprises qui souhaitent optimiser leurs espaces inutilisés en leur proposant un service complet, leur permettant ainsi d'assurer un bon encadrement de leur sous-location tout en se dédiant à leur activité. Bmyb propose en effet aux entreprises de facturer les loyers en leur nom et pour leur compte, garantissant ainsi un suivi minutieux et une prise en charge rapide de tout éventuel litige.

D'ailleurs, pour convaincre un maximum d'entreprises de publier sur sa plateforme, la start-up propose un système de rémunération avec

commission unique ou mensuelle perçue uniquement en cas de location. Dans ce cadre, bmyb offre différentes formules allant de 10% à 15% du loyer.

Bmyb et le format des bureaux gérés

En tant qu'alternative aux espaces de coworking et aux centres d'affaires, le format des bureaux gérés offre un environnement neutre, sans marque déposée et des prestations de base comme connexion internet, salles de réunion partagées et service de nettoyage. La flexibilité reste au rendez-vous: durée de contrat adaptée, garantie de loyer moins élevée que pour un bail classique et mobilier sur mesure. Tout cela à des prix attractifs et transparents.

Bmyb n'applique aucune surfacturation pour des prestations superflues. L'entreprise se focalise plutôt sur le besoin de base, le bureau. Ainsi, les bureaux gérés s'avèrent un choix idéal pour les indépendants, les TPE et les PME qui profitent d'équipements sur demande et de lieux adaptés à leurs besoins.

Développant activement ce format, lors du dernier semestre 2020, bmyb a ouvert trois adresses à Genève et recherche des sites dans toute la Suisse.

Les avantages

Le format des bureaux gérés comporte de nombreux avantages, autant pour les entreprises locataires que pour les propriétaires. Les entreprises n'auront en effet pas besoin de déménager pour réduire leur charge locative. D'ailleurs, le processus de location est 100% pris en charge par bmyb, ce qui leur permet de gagner un temps considérable dans les démarches administratives. Le trafic qui s'avère moindre que dans un coworking, l'investissement minime et la possibilité de récupérer les locaux après quelques années constituent d'autres avantages des bureaux gérés.

Grâce à ce nouveau format, les propriétaires jouissent d'un remplissage rapide de leurs lieux, le risque de vacance est fractionné par le nombre de locataires et l'état locatif augmente de 20 à 30% en moyenne. Par ailleurs,

l'offre de bureaux est diversifiée et toute contrainte logistique est prise en charge par bmyb.

TEXTE ANDREA TARANTINI

Quelques adresses

Aéroport de Genève

1 200m² flexibles dans un immeuble emblématique de la Genève internationale, segmentés en espaces de 12 à 50m². Parfait pour les structures d'une à 20 personnes.

Hyper centre de Genève

450m² sur deux étages, divisés en 14 bureaux privatifs offrant un cadre discret et professionnel avec terrasse et salle de réunion partagée.

Prilly-Malley

600m² divisés en 15 bureaux privatifs mis à disposition par une multinationale occupant l'immeuble.

Vous voulez trouver un bureau flexible qui répond à vos attentes? Rendez-vous sur www.bmyb.ch

Bureaux modernes & flexibles
en hyper centre de Genève

Rue François-Versonnex 7, 1207 Genève



Louer un bureau,
simplement.



14 espaces
privatifs pour
1 à 10 pers.

bmyb.ch



La finance numérique: pourquoi s'en soucier?

Le numérique affecte de nombreux secteurs, dont la finance qui se voit forcée de s'adapter aux nouvelles tendances. Les progrès technologiques ouvrent également de nouvelles opportunités autour du thème de la durabilité. Apparaît alors la finance numérique verte.

Le numérique est un facteur de concurrence, d'opportunité et même de survie. La combinaison de progrès technologiques, la chute du coût de son adoption et l'évolution des habitudes de consommation transforment les chaînes de valeur, l'efficacité avec laquelle les affaires peuvent être livrées et créent de multiples nouvelles opportunités.

La finance numérique

La numérisation affecte aussi le secteur financier, le poussant à s'adapter, souvent à l'avantage des clients. De nouveaux services émergent, plus performants et à des prix plus avantageux, favorisant ainsi la concurrence.

La finance numérique verte

La numérisation ouvre également des opportunités autour d'une autre mégatendance, celle de la durabilité. Fortement accélérée par la réglementation verte, elle crée des opportunités pour les entreprises et la finance qui est à son service, en Suisse et ailleurs.



Les utilisateurs d'argent mobile dans les pays émergents se sont multipliés par six en cinq ans, atteignant 400 millions en 2016. Il est estimé que l'accélération de cette tendance générera 95 millions d'emplois ajoutant 3,7 billions de dollars au PIB des économies émergentes. Cette opportunité commerciale améliorera la vie de millions de personnes grâce à la numérisation de la finance et des services qui en découlent.

Les législateurs suisses reconnaissent que la poursuite de cet impact

économique et social permet l'accélération des objectifs du développement durable de l'ONU, mais aussi la maîtrise des risques et des opportunités qui en découlent – source de stabilité et d'avantage concurrentiel pour l'économie suisse.

En 2020, le Conseil Fédéral a mis en place des mesures qui, à terme, obligeront les gestionnaires financiers et les entreprises à rendre des comptes sur l'impact de leurs activités. Se préparent aussi des mesures de soutien à l'innovation

numérique qui permettront d'exploiter les opportunités et les compétences des entreprises suisses et de son secteur financier, renforçant la capacité de faire concurrence en Suisse et à l'international.

Quel est l'impact sur les PME suisses?

La capacité des PME suisses à maîtriser la révolution numérique devient essentielle pour leur avenir. Elle leur permet de saisir de nouvelles opportunités de marché, dans leurs activités traditionnelles et sur les marchés liés à la durabilité grâce à la gestion de leur impact social, économique et environnemental. Celle-ci leur permet également de réduire leur coût du capital face à un secteur financier contraint lui-même à rendre des comptes. La numérisation, et notamment la verte, devient un élément déterminant du succès.

TEXTE JOHN TIDMARSH,

FONDATEUR DE WWW.VAI.CAPITAL,

ANCIEN DIRECTEUR DE WWW.SFGENEVA.ORG

ANNONCE

REYL
innovative banking

WEALTH MANAGEMENT

ENTREPRENEUR
& FAMILY OFFICE SERVICES

CORPORATE ADVISORY
& STRUCTURING

ASSET SERVICES

ASSET MANAGEMENT

reyl.com

SUCCESS. TOGETHER.

GENEVA ZÜRICH LUGANO LONDON LUXEMBOURG MALTA SINGAPORE DUBAI



D'ici 5 ans, trois propriétaires sur cinq ne paieront plus de commission immobilière pour la vente de leurs biens

Selon des prévisions réalisées par l'agence immobilière sans commission Neho, trois vendeurs sur cinq vendront leurs biens sans avoir à payer l'importante commission immobilière pratiquée par la quasi-totalité des agences.

Dans de nombreux pays, les agences immobilières à forfait fixe s'imposent comme des acteurs incontournables. Et la Suisse ne fait pas exception, l'agence Neho a déjà séduit par son concept plus de 1'200 propriétaires qui ont décidé de ne plus payer de commission. À la place ils paient un forfait fixe de CHF 9'500.- et n'hésitent pas à exprimer leur satisfaction d'avoir choisi Neho, en égratignant par la même occasion les agences traditionnelles.

M. Christophe S. témoigne ainsi :

« On acceptait vraiment de payer une commission avant ? C'est la deuxième fois que je vends ma maison. La première

fois, il y a quelques années, je suis passé par une agence de mon quartier, et ça m'a coûté des dizaines de milliers de francs. Cette fois-ci j'ai choisi Neho, j'ai eu un service similaire, quoiqu'encore plus engagé et réactif, j'ai vendu ma maison plus vite et ça m'a coûté cinq fois moins ».

La commission immobilière est la poule aux œufs d'or du secteur immobilier et représente un montant généralement compris entre CHF 30'000 et 50'000 qu'il est toujours douloureux de payer pour les propriétaires, mais pour une partie d'entre eux, ce serait bientôt fini :

« Nous assistons à une mutation rapide du marché de l'immobilier, de plus en plus de clients s'intéressent à l'alternative

offerte par notre agence et aux économies substantielles qu'elle représente » indique son fondateur Éric Corradin.

L'agence qui comptabilise une croissance exponentielle de son nombre de clients prévoit ainsi que près de 60% des transactions, sur approximativement 27'000 gérées chaque année par des agents immobiliers en Suisse, se feront par le biais d'une offre à forfait fixe. Cela représenterait une économie de près de 350 millions pour les vendeurs !

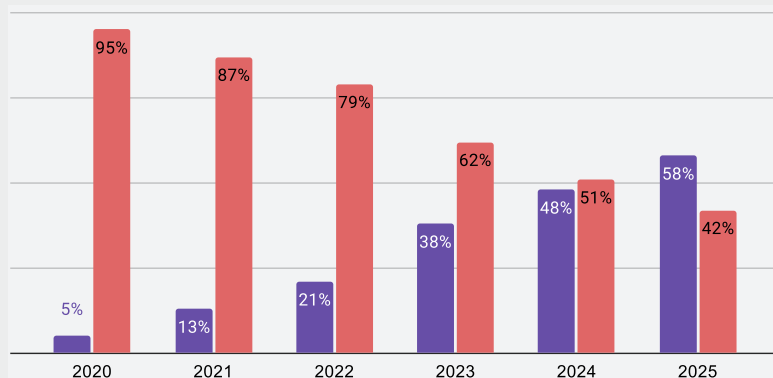
Avec son forfait fixe de CHF 9'500.- Les prestations offertes par l'agence Neho sont les mêmes, voire seraient même meilleures selon les dires de ses clients. L'agence immobilière automatise une grande partie de ses tâches administratives récurrentes pour libérer du temps à ses agents locaux. La gestion de la vente en est simplifiée. L'agent se consacre à satisfaire à la recherche d'acheteurs pour le bien.

Neho garde ainsi l'essentiel en combinant digital et local : Une plateforme digitale performante et des courtiers locaux connaissant parfaitement le marché immobilier de votre région. Grâce à ce nouveau concept séduisant, Neho a fait économiser plus de 23 millions de francs à ses clients, affiche une croissance rapide et un taux de satisfaction record dans le secteur, en provoquant la colère d'une partie des agences traditionnelles.

Grâce à son dynamisme et sa valeur ajoutée, Neho a remporté le « Prix de l'Immobilier » dans la catégorie PropTech lors des Swiss Real Estate Awards en 2018 et d'importants groupes immobiliers comme les groupes Investis et Delarive ont rapidement rejoint l'aventure pour accompagner le développement de cet acteur innovant de l'immobilier. Aujourd'hui l'agence immobilière Neho compte 27 agences locales, plus de 1'200 clients, 60 ventes par mois et s'impose comme une des agences leader de Suisse romande.

Évolution prévisionnelle des transactions immobilières pour des biens gérées par des agences

● Agences sans commissions ● Agences traditionnelles



neho

Contacts :

hello@neho.ch

Fribourg : 026 588 08 00
Genève : 022 518 82 82
Neuchâtel : 032 580 04 00
Valais : 027 588 09 90
Vaud : 021 588 14 14

Estimez gratuitement
votre bien sur neho.ch

Financement hypothécaire: un accompagnement global, neutre et indépendant

Basée à Fribourg et active en Suisse romande et dans la région bernoise, Wecco SA assure à tout futur propriétaire immobilier un suivi personnalisé, complet et indépendant. Forte de sa maîtrise des trois métiers que sont la banque, l'assurance et la fiscalité, la société facilite ainsi la procédure d'acquisition d'un bien immobilier.

Aujourd'hui, les taux hypothécaires étant historiquement bas, l'acquisition d'un bien immobilier s'avère particulièrement attrayante. Néanmoins, la complexité de la procédure, les prix élevés du marché immobilier, la multitude d'offres et le durcissement des règles d'octroi des banques découragent souvent les propriétaires potentiels. Conscient de cette situation et désireux d'apporter une aide à la fois large et pointue à chaque futur propriétaire, Christian Wenger décide en 2016 de fonder Wecco SA.

Spécialisée dans le conseil en financement immobilier, le courtage de prêt hypothécaire et l'analyse de prévoyance, la société apporte un accompagnement

sur mesure, global et totalement neutre et indépendant des établissements financiers. Des atouts essentiels permettant d'englober, avec un interlocuteur unique, tous les aspects d'un domaine complexe et très concurrentiel.

L'expertise de la société Wecco dans ces domaines, ainsi que sa connaissance

de la politique de crédit de chaque établissement permettent aux futurs propriétaires de bénéficier des conseils de spécialistes, de dossiers complets établis par des professionnels et de gagner ainsi du temps et de l'argent. Chaque situation économique, juridique et immobilière étant unique et propre aux personnes concernées, il s'agit en outre de

pouvoir bénéficier de conseils adaptés à sa situation personnelle. Wecco travaille avec une quinzaine d'établissements bancaires et d'assurances et est ainsi en mesure de négocier les meilleures conditions du marché. Lorsque l'on prend un engagement aussi important, ce soutien professionnel s'avère essentiel.

TEXTE ANDREA TARANTINI

Les avantages

- Services d'une société neutre et indépendante des établissements financiers
- Traitement simple, rapide et personnalisé de chaque dossier
- Approche globale tenant compte de tous les aspects patrimoniaux et fiscaux
- Gain de temps et d'argent
- Un expert à vos côtés tout au long du processus d'acquisition
- Des solutions claires, simples et adaptées à vos besoins
- Les meilleures conditions du marché



Premier entretien sans frais et sans engagement.

Tél.: +41 26 321 29 29

E-mail: contact@wecco.ch

BRANDREPORT QORE SWITZERLAND

Qu'est-ce que l'or universellement durable?

Spécialisée dans le conseil d'investissement en métaux précieux et la production de pièces et médailles, Qore Switzerland figure aujourd'hui au premier plan dans le développement d'or d'investissement durable.

Qore Switzerland possède une connaissance fine du domaine des métaux précieux: extraction, raffinage, transformation du produit d'investissement, distribution. Sa grande expertise et son positionnement en pionnier de l'or durable lui doivent son enregistrement auprès de l'Office central suisse de contrôle des métaux précieux.

Finance & investissements: prise de conscience

Ces dernières années, les investisseurs ont pris conscience des facteurs liés à la durabilité, faisant décoller les classes d'actifs dites «sustainable», y compris l'or. Néanmoins, dans le monde de la finance, il n'existe pas de norme universelle sachant certifier l'or «durable». La

LBMA (London Bullion Market) possède ses propres critères, mais ils ne respectent pas la sensibilité de Qore aux principes ISR et ESG.

Dès lors, Qore a travaillé avec les principales raffineries, afin que des critères stricts de durabilité puissent être appliqués à l'or d'investissement, sous forme de lingots et de fonds durables. Un accès facilité à ces actifs était alors nécessaire.

PHI Funds:

SRI Sustainable Gold

Phi Funds – pour qui Qore agit en tant que «investment advisor» – donne aux investisseurs un accès simplifié et certifié à l'or physique et recyclé, acheté et raffiné de manière durable et responsable. La

société a qualifié trois sources d'or ISR: l'exploitation minière artisanale, industrielle et le recyclage.

Au sein de ces catégories, elle a défini trois critères de durabilité: une chaîne d'approvisionnement traçable pour un minerai de source responsable – comprenant un traitement du minerai dépourvu de mercure et de cyanure –, une ligne consacrée au raffinage de l'or durable et une attention dédiée aux moyens de subsistance humains.

L'amélioration continue: nouvelles technologies

La définition universelle de produits d'investissement, concernant l'or durable, est un processus continu qui mène Qore à travailler avec

des associations et sociétés, actives dans le «sustainable gold».

C'est le cas de raffineries, mineurs et technologues du recyclage de l'or, dont la contribution favorise le développement d'étalons d'or ISR et ESG dans les trois catégories. Ainsi, dans le recyclage des équipements électroniques, de nouvelles technologies émergent qui amélioreront l'impact environnemental net positif du recyclage de l'électronique.

Plus d'informations:

www.qore.gold



Conseils juridiques: l'innovation, plus que jamais

Les professions juridiques ne peuvent désormais plus contourner l'innovation et la digitalisation. Interview avec Frédéric Cottier, Mona Stephenson et Eric Favre, avocats au sein du cabinet MLL, premier cabinet suisse à avoir développé des contrats automatisés.

L'innovation est très présente dans le monde bancaire, avec l'arrivée des fintechs. Peuvent-elles vraiment concurrencer les banques traditionnelles?

Oui, les consommateurs, en particulier la génération Y, souhaitent de plus en plus obtenir des services en ligne. Au niveau bancaire, cette évolution se traduit par la digitalisation des banques. En effet, la pression concurrentielle de sociétés internet, offrant à des coûts plus bas des services autrefois typiquement bancaires, ainsi que le trafic des paiements ou de nouvelles sociétés fintech, obligent les banques classiques (*bricks and mortar*) à développer une offre de services en ligne. La Covid-19 a accéléré ce phénomène. Les autorités ont largement tenu compte de ces évolutions, par exemple en modifiant la loi et l'ordonnance sur les banques, permettant aux fintechs disposant de peu de capital, d'obtenir une autorisation FINMA allégée depuis janvier 2019, l'exigence de capital minimal étant réduite à 3% des dépôts avec un minimum de CHF 300 000.

L'on parle de plus en plus de LegalTech, comment vous positionnez-vous par rapport à cette tendance?

Nous sommes le premier cabinet suisse à avoir mis en place des contrats automatisés, qui sont disponibles sur notre site internet. Des documents juridiques sur mesure peuvent ainsi être générés très facilement. Cela nous permet d'offrir un service plus efficace car les délais de réponse aux clients sont de plus en plus courts, et de nous focaliser sur la plus-value que peut apporter notre conseil, sans avoir à effectuer des tâches répétitives. Cet outil peut notamment être très utile pour les start-ups qui ont des moyens limités.



À ce sujet, que pensez-vous des start-ups à l'heure actuelle et comment une étude d'avocats innovante peut satisfaire leurs besoins?

Les start-ups sont nécessaires à l'économie suisse, elles sont un élément fondamental de l'écosystème d'innovation. Malheureusement, les start-ups suisses connaissent des fortunes diverses dues à la pandémie actuelle. De façon similaire à des sociétés plus matures, certaines start-ups actives dans le commerce digital ont eu de bons résultats. Dans tous les cas, les start-ups ont besoin de conseils juridiques très pragmatiques. Notre start-up desk MLLStart! comprend les produits ou services que les start-ups développent et leur apporte ainsi un conseil adapté.

On parle beaucoup de la Suisse comme le berceau de la blockchain, notamment à cause de l'existence de la

Cryptovalley de Zug. A-t-elle de l'avenir selon vous?

Oui, la technologie des registres distribués et de la blockchain fait partie des développements prometteurs de la révolution numérique. La Suisse est l'un des pays les plus avancés dans ce domaine. Afin d'adapter l'ordre juridique à ces évolutions, un projet de loi sur la technologie des registres électroniques distribués a été adopté l'automne dernier et pourrait entrer en vigueur prochainement. L'encaînement juridique de ces technologies s'en trouvera amélioré. Avec la présence de notre cabinet à Zug, nous sommes très actifs dans cette pratique et suivons de près ces évolutions.

Vous fusionnez avec le cabinet Froriep. Que va apporter ce rapprochement, en particulier en lien avec l'innovation?

Avec désormais plus de 150 avocats, nous serons l'une des études d'avocats les plus spécialisées en



Frédéric Cottier
Associé, Genève



Mona Stephenson, LL.M.
Associée, Genève



Eric Favre, MBA
Avocat-conseil, Genève

Suisse. En combinant l'expertise de Meyerlustenberger Lachenal et Froriep, la nouvelle étude présente à Genève, Lausanne, Zurich, Zug, Londres et Madrid, se distinguera particulièrement par son expertise dans des domaines innovants tels que la fintech, la blockchain et l'intelligence artificielle et dans des secteurs réglementés. A titre d'exemple, en Suisse romande, plus d'une dizaine d'avocats spécialisés en droit bancaire, droit des sociétés et fintechs sont actifs au sein de l'étude.



Vous voulez en savoir plus?
Visitez le site web de l'étude
www.mll-legal.com

Digitalisation bancaire: vers un séisme sur emploi?

Il y a quelques jours, UBS annonçait la fermeture de 40 agences et, il y a peu, BNP Paribas licenciat plus de 250 personnes à Genève. Faut-il corréliser ces faits avec la digitalisation du secteur bancaire?



Frédéric Kohler

Directeur de l'ISFB

La banque suisse est aujourd'hui une industrie comme une autre, régie par les mêmes règles. Cette conversion d'un artisanat de luxe historique à une industrie performante et efficiente a été tardive et imposée par la dégradation soudaine de la rentabilité. Devenue une activité économique «normale», la banque n'a eu d'autre choix que d'accroître sa performance intrinsèque en adoptant les règles fondamentales ayant fait leurs preuves dans des secteurs comme l'aéronautique ou la pharma. Séparément, ces différents changements de paradigmes ont tous eu un impact sur les métiers et les compétences. Ensemble, ils bouleversent le marché de l'emploi, pas tant quantitativement que qualitativement.

En dix ans, la banque suisse a plus changé que durant le siècle qui a



précédé. Elle a dû gagner la course à la masse critique, puis à la standardisation des produits et processus pour enfin adopter une forme de néo-taylorisme. Les principaux acteurs, devenus globaux, c'est-à-dire présents dans de nombreux sites en Suisse ou à l'étranger, ont commencé à envisager des spécialisations par site, puis des délocalisations. Pour rétablir la rentabilité nécessaire à la réalisation des investissements dans le digital, ces nouvelles structures ont taillé aussi dans les coûts internes et

externes. Toujours dans une logique de performance financière, pour mieux gérer les risques, des pans entiers non essentiels de l'activité de ces «banques 2.0» ont été mutualisés ou outsourcés. La standardisation des produits et services ainsi que l'augmentation de leur volume a permis l'automatisation massive grâce à l'informatique. Enfin, ayant réussi sa mue en dix ans là où les autres industries avaient mis un siècle, la banque Suisse aborde à présent la digitalisation de ses services et produits.

Big data, IA, Deep learning machines, blockchains, cryptomonnaies, tokenisation des assets, crowd-funding, etc., les applications dans les services financiers de la révolution numérique semblent infinies. Mais si la digitalisation n'est que la énième cause du séisme du marché de l'emploi bancaire actuel, elle impacte cette fois-ci des métiers d'expertise bien rémunérés et tenus jusqu'ici par des spécialistes hyper-formés. Tout comme les notaires, les avocats ou les radiologues, les banquiers ont tout à craindre de cette révolution digitale. Concurrencés par la technologie, ils comprennent que sur le terrain de l'expertise pure et de la performance technique, ils ne battront plus la machine. Ainsi, paradoxalement, ce sont la polyvalence, l'agilité, la créativité, les capacités d'interaction humaine qui, en cette époque numérique, restent la meilleure protection contre la perte de son job. Être suffisamment expert pour trouver un emploi et suffisamment généraliste pour le garder: telle est la quadrature du cercle du banquier 2.0.

TEXTE **FRÉDÉRIC KOHLER**

ANNONCE

Piguet
Galland
& vous.



Le temps passe vite.
Parlons retraite.

Piguet Galland, votre banque privée.

piguetgalland.ch

En télétravail ou au bureau: la sécurité et le confort sont essentiels!

Société de services de technologies de l'information et de la communication (ICT), SPIE ICS SA propose plusieurs solutions qui aident les entreprises à s'adapter en temps de Covid.

Depuis peu, le télétravail est obligatoire pour les Suisses. De nombreuses entreprises ne s'étaient pas préparées à cette éventualité. Dans ce cadre, SPIE guide ses clients dans leur transition vers le travail à domicile et assure la sécurité de leurs employés qui, bientôt, pourront peut-être retrouver leurs bureaux.

Le travail à domicile: confortable et efficace

Fière de ses partenariats, SPIE apporte aux entreprises des solutions concrètes aux problèmes liés au télétravail. Grâce aux systèmes de vidéoconférence comme Cisco Webex, il est plus simple pour les sociétés de connecter leurs employés dispersés géographiquement.

La collaboration permet en effet à ses utilisateurs de travailler à distance et de réfléchir à un projet à n'importe quel moment de la journée et avec tous les membres de leur équipe. Cet outil permet en outre d'afficher des informations, du contenu interactif, des calendriers et les indicateurs clés de performance de la société par exemple. Les entreprises peuvent ainsi offrir une meilleure expérience à leurs clients et gagner en productivité et en agilité.

La plateforme de vidéoconférence s'adapte rapidement aux besoins des entreprises, indépendamment de leur taille ou de leur secteur. Par ailleurs, elle est compatible avec les solutions de téléprésence existantes et sa mise en fonction

requiert peu de temps. Finalement, SPIE est un intégrateur, il accompagne et soutient ses clients selon leurs besoins.



Un retour au bureau en toute sécurité

Puisque, tôt ou tard, les employés retrouveront leurs locaux habituels, grâce au Smart Office Dashboard, SPIE s'engage à assurer leur sécurité. Ce système basé sur des capteurs intelligents permet d'analyser et de gérer en temps réel le nombre de

personnes présentes dans les bureaux, l'occupation des salles et la qualité de l'air, incluant les niveaux de particules et de CO2. Une alarme se déclenche lorsque des conditions à risque se présentent, par exemple, quand la distance sociale n'est pas respectée ou qu'il faut ventiler une pièce. Afin d'éviter aux entreprises de s'inquiéter de l'excès de technologie de surveillance, la société SPIE a opté pour des capteurs vidéo préservant l'anonymat et mesurant le nombre de personnes sans les identifier, assurant ainsi un environnement de travail sain et confortable.



www.spie.ch TEXTE PERRINE BORLÉE

ANNONCE



Apps with love

CMS **AI** ASO **CI/CD** Hosting **SEO**
Backend iOS **AR/VR** API
Android Agile **Usability** UX **Crypto**
Interactions IoT **PWA**

Rien compris ? Nous vous conseillons volontiers.
www.appswithlove.com

«Le billet de banque garde une place à part entière parmi les moyens de paiement»

Quelle est la place du billet de banque dans notre monde ultra-connecté? Interview avec Eric Boissonnas, CEO de Koenig & Bauer Banknote Solutions, qui répond à cette question et à bien d'autres encore.



Eric Boissonnas

CEO de Koenig & Bauer Banknote Solutions

Eric Boissonnas, quel est le cœur de votre métier?

Le billet de banque! Nous fournissons tous les équipements, solutions et services nécessaires à sa fabrication: du système informatique utilisé pour la conception du billet et des éléments de sécurité novateurs au robot qui aide à la manutention des paquets de billets, en passant par les machines d'impression.

Quelle est la place du billet de banque, notamment par rapport aux cartes bancaires, au digital banking, aux monnaies virtuelles et crypto-monnaies?

Dans les pays industrialisés, en Suisse notamment, nous payons avec du cash ou des cartes de crédits et nous avons tous un compte en banque. Le billet de banque est utilisé pour des transactions de paiement, mais surtout pour des réserves personnelles et dans le cadre de la gestion de budget. En général, le billet de banque y est considéré comme vieillot, mais les gens l'utilisent tous les jours. En revanche, les habitants d'autres régions du monde comme l'Amérique du Sud, l'Afrique ou l'Asie

ont un mode de vie différent. Ils n'ont ni revenu stable, ni compte en banque et ne peuvent s'offrir de carte de crédit. Dans ces pays, le billet de banque est le seul moyen utilisé pour payer.

De nos jours, les moyens de paiement digitaux et le billet de banque sont-ils en concurrence?

Non! Ce sont des moyens de paiement complémentaires, mais l'un ne remplace pas l'autre; ils cohabitent. Ce qui offre aux citoyens un vrai choix en fonction de leur besoin et envie. Aujourd'hui, les banques centrales cherchent des moyens de garder le contrôle sur les deux mondes et de promouvoir leur cohabitation.

Quels sont les avantages des deux systèmes?

Chaque système a son avantage et sa flexibilité. C'est pourquoi le billet de banque et les moyens de paiement digitaux ont leur raison d'exister en parallèle. Pour les Suisses, le billet de banque est très simple à utiliser. Toujours à disposition, il est utile lorsque les systèmes digitaux ne fonctionnent pas.

Est-il vrai que le billet de banque ne laisse aucune trace et qu'il permet l'inclusion économique et financière?

Il permet l'inclusion économique et financière. Dans un sens, le billet de banque a l'avantage de ne pas laisser de



trace. Cependant, dans le marché noir, il représente une très petite partie des moyens de paiement utilisés. Les plus grandes fraudes sont en effet réalisées dans le cadre de systèmes digitaux comme les bitcoins.

En Suisse, comment fabrique-t-on les billets de banque?

Les billets suisses sont imprimés sur du papier en coton et polymère qui comprend déjà des éléments de sécurité. Ils sont imprimés sur des feuilles de 80x70 cm environ, sur lesquelles on place entre 45 à 60 billets, selon la grandeur du billet.

Chaque feuille passe par différentes machines qui impriment des éléments spécifiques du billet, tels que les couleurs en simultanée en recto-verso, des éléments de sécurité comme le globe scintillant ou la croix suisse perforée, l'application de la couleur ainsi que l'impression de relief, la numérotation de série, le vernissage afin de protéger la surface du billet et le découpage des feuilles. Nos équipements fournissent aussi un contrôle qualité à chaque étape de la production.

La pandémie de Covid-19 a encouragé les consommateurs à faire usage de moyens de paiement digitaux. Pensez-vous qu'elle pourrait mettre à mal l'existence du billet de banque?

Il faut attendre quelques années avant

de pouvoir se prononcer à ce niveau. Cependant, je dirais que la pandémie a plutôt ramené le billet de banque sur le devant de la scène, car nous assistons à une augmentation évidente de la demande. La crise a soulevé d'innombrables débats au sujet de la transmission du virus par les billets. Bien qu'il s'agisse, à mon avis, d'un faux débat parti d'une fausse information, cette discussion a fait parler du billet de banque. Ainsi, même les banques centrales, qui voyaient le billet comme une valeur sûre, se sont rendues compte que les moyens de paiement digitaux prennent du pouvoir.

Comment vous positionnez-vous par rapport à l'avenir du billet de banque?

Aujourd'hui, les imprimeries du monde entier impriment des billets à la limite de leur capacité. Cette année, le volume est supérieur à celui de l'année passée. La majorité des gens utilise le billet de banque et dépend de ce dernier. Ainsi, on peut être confiant par rapport à son avenir: pendant les prochaines dix années, on aura du cash. Cependant, le billet doit évoluer! Nous devons réduire les coûts de circulation, qui sont très élevés, et l'empreinte environnementale. L'avenir nous dira si le billet deviendra intelligent ou si ses fonctions seront diversifiées. Il y a des idées à ce sujet, mais les enjeux sont nombreux.



Une fintech au service des PME de négoce de matières premières coopère avec des équipes IoT

Le groupe Structured Commodity & Corporate Finance (SCCF) est actif depuis plus de 15 ans dans le financement de sociétés de négoce de matières premières. Il lance Argos Logistics, une plateforme digitale sécurisée dédiée à la supervision logistique et à la création et au suivi documents transactionnels authentiques. Elle permet aux PME et aux banques d'accroître l'efficacité de leurs opérations et de réduire la probabilité de fraudes. Grâce au travail du CSEM, cet outil complet peut couvrir et monitorer en temps réel, toutes les étapes importantes de la chaîne de transactions et distribution.

Dans le domaine du négoce des matières premières, il est primordial de suivre toutes les opérations entre les sites d'extraction et de production des matières premières, et pendant leurs acheminements, échanges et ventes. Cette complexité requiert un suivi minutieux et sécurisé pour chacune des étapes transactionnelles. Afin de répondre à ces nécessités, le groupe SCCF s'est associé au fonds d'investissement Horizon Capital pour concevoir et lancer une solution digitale sécurisée des plus novatrices: Argos Logistics. C'est une plateforme digitale des suivis transactionnels en pleine expansion qui repose sur la technologie de la blockchain. SCCF est actif en Suisse, à Singapour et aux États-Unis, et fut créé par des experts issus du secteur bancaire en 2004. Le groupe est spécialisé dans le financement de petites sociétés de négoce de matières premières basées essentiellement en Suisse, en Europe et en Asie.

Blockchain et supply chain: une solution pour les PME avec le CSEM

Destiné aux PME de Suisse et d'Europe, cet outil sert le négoce d'un vaste panel de matières premières, tels que les céréales, bio-carburants, et les huiles végétales. Contrairement aux plateformes similaires qui cherchent à satisfaire les besoins

logistiques de grandes sociétés, Argos Logistics permet aux PME, banques et fonds spécialisés dans le financement des matières premières de superviser et suivre, en temps réel, toutes les étapes de leurs opérations. Outre le suivi digital des étapes d'une chaîne d'approvisionnement, la plateforme Argos Logistics apporte de nouvelles fonctionnalités par rapport aux produits déjà présents sur le marché. En plus du suivi de l'acheminement et la revente de matières premières, l'outil peut aussi fournir des informations sur le stockage, par exemple le tonnage restant dans des silos ou des containers. Ces données différentielles sont automatiquement mises à jour. En perpétuelle recherche de l'excellence, le groupe SCCF a récemment débuté une collaboration avec le CSEM (Neuchâtel) – un des leaders mondiaux dans les objets connectés (Internet of Things «IoT») et l'intelligence artificielle – qui travaille sur des capteurs et caméras autonomes pour les silos. Ils permettront un suivi dans le monde en «live», 24h/24 et 7j/7,

de la quantité et qualité des commodities qui s'y trouvent. Les sociétés d'inspections pourront surveiller à distance les silos et réduire l'envoi de personnel, souvent contraint de parcourir des milliers de kilomètres chaque semaine. Ils éviteront l'intervention humaine et minimiseront les risques d'erreurs volontaires ou des fraudes. D'ailleurs, puisque la pandémie ne permet actuellement pas aux employés de sociétés d'inspections de visiter les entrepôts, cela s'avère encore plus utile.

Un outil complet de contrôle digital avec SwissSign

Argos Logistics, contrairement au fonctionnement d'autres plateformes, permet de vérifier l'origine, l'authenticité et la qualité des documents utilisés habituellement dans le commerce international. La digitalisation accélère la rapidité des transactions. Les émetteurs de documents doivent se connecter sur la plateforme Argos Logistics et s'identifier grâce au protocole SwissSign, établi pour un consortium détenu par

plusieurs banques suisses, la Poste et Swisscom. «Notre outil digital permet aux sociétés actives dans le négoce d'émettre et d'échanger des documents authentiques et de manière sécurisée. Notre collaboration avec SwissSign garantit l'authentification des signatures que pourront comporter les documents émis et partagés via Argos Logistics», explique Dimitri Rusca, fondateur du groupe SCCF qui détient Argos Logistic & Technologies. «Ainsi, grâce à un code QR, les sociétés et les banques intéressées pourront visualiser un document à tout moment, contrôler son authenticité, mais aussi suivre son historique et éviter ainsi un risque de double financement», conclut-il.

La plateforme numérique, qui traite des transactions depuis 2018, surtout dans les céréales et les oléagineux, permet aux acteurs du négoce de matières premières de gérer et superviser leurs affaires en temps réel, et offre la possibilité de mieux monitorer certains aspects de leur activité. Ceci permettra, par exemple, de gagner du temps en démarches administratives, éviter l'envoi de documents par courriers rapide, de réduire les pertes de matières premières, d'éviter les doubles financements et de limiter les possibles fraudes dans le domaine. Tout ceci avec un impact positif sur l'environnement.





Gestion des contrats dans les PME

L'importance des logiciels de gestion de contrats pour optimiser l'efficacité et minimiser les risques.

L'organisation interne des PME évolue en raison des nouvelles méthodes de travail qui apparaissent avec la numérisation croissante des activités. La plupart des entreprises évoluent avec les nouvelles technologies pour rester concurrentielles. Elles s'adaptent à leurs clients, à leur évolution, et optimisent leurs services. Le département juridique de ces entreprises et les études d'avocat peuvent aussi contribuer à cette évolution.

Le droit n'est ainsi pas en reste: de nouvelles méthodes de pratiquer le droit apparaissent avec de nouveaux outils qui améliorent les processus internes des entreprises et études d'avocats. Avec l'arrivée des «LegalTech», – entreprises technologiques qui développent, proposent ou fournissent des

produits ou services relatifs au droit et à la justice – les cabinets d'avocats, les PME et le public ont désormais accès à des solutions qui leur permettent d'améliorer, diversifier ou sécuriser leur activité.

Il existe ainsi des logiciels de gestion et d'administration de contrats, permettant à toute PME d'optimiser ses processus de gestion des contrats. Ces logiciels permettent de minimiser les risques, car ils offrent la possibilité d'insérer des délais et rappels relatifs aux échéances contractuelles (délais de paiement ou de résiliation par exemple). Ces logiciels peuvent aussi simplifier l'attribution des responsabilités dans les processus de gestion des contrats, car les informations sont centralisées, accessibles à tous, mais avec un suivi des modifications par

utilisateur. Il est ainsi possible de visualiser en un coup d'œil la structure contractuelle de l'entreprise et lancer des processus de contrôle ou de revue de ces documents, si besoin.

La gestion des contrats est une tâche complexe qui concerne plusieurs départements au sein d'une entreprise: service juridique, ressources humaines, direction générale, département des achats, etc. Souvent, des contrats sont négociés entre un département et un tiers, à l'insu du reste de l'organisation de l'entreprise. Les informations telles que l'objet du contrat, la durée, les responsabilités et les coûts ne sont alors pas facilement accessibles aux personnes impactées par ce contrat dans l'entreprise. Survient donc le risque que les services de l'entreprise aient des informations incomplètes

voire contradictoires, ce qui peut causer des conflits entre les engagements contractuels existants ou une confusion préjudiciable. Une solution logicielle permet d'éviter ces problèmes.

L'utilisation de tels outils devient incontournable, car elle permet d'assister les entreprises de la rédaction d'un contrat au suivi de son exécution. Ces outils seront d'autant plus efficaces lorsqu'ils seront mis en place par l'étude d'avocats qui accompagne une PME, lui permettant d'apporter un conseil juridique sur mesure tenant compte de l'ensemble des relations contractuelles de la société.

TEXTE **EMA BOLOMEY**, HEAD OF SLTA LAUSANNE CHAPTER, AVOCATE, WILHELM GILLIERON AVOCATS SA, **NICOLAS TORRENT**, VICE-PRESIDENT SLTA & CO-HEAD SLTA GENEVA, MANAGING DIRECTOR DIGILEGAL SA

BRANDREPORT STS SAUTER TRAINING & SIMULATION SA

Chef de projet: un rôle indispensable pour les sociétés de demain

Depuis 1996, STS Sauter Training & Simulation SA conçoit des programmes de formation en gestion de projet sur mesure.

Avec ses formations modulables et des cours e-Learning, la société lausannoise soutient les chefs de projet dans la mise en application des bonnes pratiques et ceci jusqu'à l'obtention de la certification en management de projet.

La digitalisation intensive de la société et les incertitudes des marchés obligent à repenser la nature du travail. La gestion de projet s'éloigne d'une approche prescriptive et axée sur les processus pour se concentrer davantage sur les compétences et les comportements. Il devient donc essentiel de permettre aux chefs de projet d'accroître leurs connaissances et de leur donner les outils nécessaires pour faire face à ces nouveaux défis.

Dans ce cadre, la méthode Agile se démarque des méthodes de management de projet «traditionnelles» grâce à une réévaluation constante des priorités d'un projet. Le chef de projet pourra développer un esprit agile, innover et accompagner les collaborateurs vers l'accomplissement d'objectifs.

Puisque l'apprentissage entre pairs est essentiel et qu'il est plus efficace avec le soutien de gestionnaires, coachs ou

collègues, les formations proposées par STS sont axées sur les échanges, l'expérience et la mise en situation réelle. Grâce à sa longue histoire, son expérience et ses partenariats, STS propose à ses clients un accompagnement intégral qui leur permet d'atteindre leurs objectifs.

TEXTE **PERRINE BORLÉE** www.sts.ch





softwareONE

WE EMPOWER
COMPANIES TO
TRANSFORM.

CONTACT US

SoftwareONE SA
Lake Geneva Park |
Route de Lully 5c
1131 Tolochenaz
Switzerland
info.ch@softwareone.com
+41 844 44 55 44

SoftwareONE is a leading global platform, solutions and services provider with 30 years of experience in software and technology. We have the expertise to support our clients throughout their digital transformation via their commercial and technological transformations.

www.softwareone.com



5.800

Employees in
90 countries



65.000

Customers



4.3+ Million

Users managed



850+

Digitized maturity
assessments



500+ Million USD

Realized cost
avoidance



bexio

Vous souhaitez gagner en efficacité et digitaliser vos processus?

Optez pour le logiciel de gestion bexio

Nos clients réduisent leur travail administratif de **3,1 heures par semaine!**

Plus de 30 000 entreprises suisses font déjà confiance à bexio. Gérez votre entreprise de manière plus efficace et plus sûre grâce au numérique – à tout moment, où que vous soyez.

Profitez d'une offre exclusive
Testez gratuitement le logiciel pendant 30 jours et profitez d'une réduction de 30%

Promocode: **focus30**
valide jusqu'au 31.03.2021

www.bexio.com

Nouvelle LPD: quels effets sur les startups?

Le 25.09.2020, le Parlement fédéral a adopté le texte de la révision totale de la loi fédérale sur la protection des données (LPD).

La nouvelle LPD, dont la date d'entrée en vigueur n'est pas encore connue (sûrement le 01.01 ou le 01.07.2022), présente de nouvelles obligations, qui seront immédiatement applicables en l'absence d'une période transitoire.

Ces obligations s'appliqueront aux startups. Seule l'obligation de tenir un registre des traitements fait exception: si l'entreprise emploie moins de 250 personnes et traite des données personnelles qui ne représentent qu'un risque limité pour les personnes physiques concernées, cette obligation ne s'applique pas.

Ainsi, à moins de tomber dans cette exception, toute startup devra constituer un tel registre et documenter le

but du traitement des données, indiquer quelles personnes physiques sont concernées (p.ex. clients, employés, actionnaires, représentants), quelles données sont traitées, à qui elles sont transmises, combien de temps elles sont conservées, quelles mesures de sécurité protègent les données, le nom du pays vers lequel elles sont transférées.

Les startups devront aussi être transparentes envers les individus sur les traitements de leurs données. Une

mise à jour des privacy policies sera nécessaire, même si elles sont conformes au RGPD. En effet, la nouvelle LPD est parfois plus exigeante que ce dernier.

Pour engager un sous-traitant, qu'il soit basé en Suisse ou à l'étranger, la startup devra conclure un DPA (data processing agreement) avec celui-ci s'il vient à traiter des données (p.ex. stockage, opérations d'analyse). Ce DPA devra détailler les mesures de sécurité prises par le sous-traitant,

les éventuels transferts de données à l'étranger et les instructions données au sous-traitant.

Contrairement au RGPD, la nouvelle LPD ne prévoit pas de sanctions administratives sous forme d'amendes. En revanche, certains comportements seront passibles d'amendes allant jusqu'à 250 000 CHF. Ce ne seront pas les startups qui seront poursuivies, mais la personne physique auteure de l'infraction et les dirigeants de la startup s'ils ont omis de prévenir l'infraction. La condamnation, si l'amende dépasse 5 000 CHF, sera inscrite au casier judiciaire.

Cette nouvelle LPD constitue un changement important par rapport au droit actuel et les startups suisses doivent s'y intéresser et commencer à évaluer les écarts. Celles qui sont déjà conformes au RGPD n'auront que peu d'adaptations à faire.

TEXTE **FRANÇOIS CHARLET**, JURISTE SPÉCIALISÉ
EN DROIT DES TECHNOLOGIES,
SWISS TECH ASSOCIATION
WWW.SWISSTECHASSOCIATION.CH
WWW.FRANCOISCHARLET.CH



ANNONCE



**BRAIN
SERVE**
PURE DATA CENTER

Le Coffre-fort pour vos données.



www.brainserve.ch
contact@brainserve.ch

Employabilité 4.0: vers une accélération des savoirs

L'accélération de la numérisation de l'économie et les multiples évolutions technologiques qu'elle engendre mettent en évidence les pénuries de compétences auxquelles les entreprises doivent faire face. Ce nouveau paradigme est source de nombreuses opportunités à saisir pour les professionnels ICT.

Soucieux de répondre à un besoin croissant de développement de compétences dans ces technologies innovantes, le Groupement romand de l'informatique (GRI) organise depuis plusieurs années les formations préparant aux examens fédéraux - brevets et diplômes fédéraux d'informaticien - dans les technologies de l'information.

Dernier né dans la formation professionnelle supérieure: le «Cyber Security Specialist avec brevet fédéral».



Cette formation de haut vol prépare les professionnels hautement spécialisés opérant dans le domaine de la cybersécurité. Très recherchés, les Cyber Security Specialists peuvent diriger de petites équipes constituées de professionnels chargés de l'exploitation opérationnelle ou engagées dans des projets spécifiques.

Notons encore que ce brevet est classifié de niveau six dans le cadre national de compétence. Il est donc au même niveau qu'un diplôme de Bachelor.

Pour assurer cette formation, le GRI, fait appel à des spécialistes reconnus dans la cybersécurité. Un acteur majeur dans le domaine, la société E-Secure Sàrl, par sa division «Academy», explique que: «Le cursus est modulaire et décrit par le plan d'étude émis par ICT Formation professionnelle Suisse, alors que la pédagogie nous est propre, - précise Marco Generoso, Directeur de E-Secure. Ainsi, la formation alterne entre les fondements théoriques du domaine et les études de cas dirigées par les intervenants. Ces derniers, hautement

qualifiés dans leur domaine, sont tous en activité professionnelle et interviennent en tant que consultants auprès de nos clients. Ils sont donc confrontés au quotidien à des situations avérées et apportent ainsi une réelle valeur ajoutée dans leur enseignement. Notre comité pédagogique est dirigé par Enrico Viganò qui a eu l'occasion de diriger des programmes MAS et MBA en management de la sécurité des systèmes d'information, dans le cadre des Hautes Écoles Spécialisées (HES), en partenariat avec d'autres universités.»

«Nous sommes très heureux de cette collaboration, - reprend Albin Baptista, Président du GRI. Nous pouvons, ainsi, assurer les quatre orientations de la préparation aux brevets fédéraux: technique des systèmes et réseaux TIC, développement d'applications TIC, gestion de projets et Cyber Security Specialist.»

www.ict-brevet.ch
www.gri.ch
www.e-secure.ch

TEXTE ALBIN BAPTISTA, PRÉSIDENT DU GRI

ANNONCE



L'ère du digital

4ème révolution industrielle

Vision
Une vision portée par ses aspirations et ses opportunités

Présence Web
Une place de marché

Connexion au monde
Une révolution numérique par les nouvelles technologies

Transformation digitale
Mise en place d'une stratégie digitale

www.gri.ch/brevet



Groupement Romand
de l'Informatique
Rue de Genève 88
1004 Lausanne

T : +41 21 652 30 70
F : +41 24 447 44 71
gri@gri.ch
www.gri.ch



Brevet fédéral d'informaticien

Diplôme fédéral d'informaticien

Le portage salarial, une opportunité pour la reprise et une souplesse pour l'avenir

La crise sanitaire a un impact sur le monde du travail. Dans ce cadre, le portage salarial avec MITC représente une opportunité pour la reprise et une souplesse pour l'avenir.



Hervé Grosfilley
Directeur Général

Le portage salarial s'avère une excellente opportunité pour les créateurs ou repreneurs d'entreprise, les jeunes diplômés, les cadres en recherche d'activité, les pré-retraités, les multi-employés et les travailleurs qui doivent quitter leur compagnie suite aux conséquences économiques de la crise sanitaire. Il s'agit d'une relation tripartite entre une société de portage comme MITC, le salarié porté et l'entreprise cliente où tout est à l'initiative du travailleur porté et/ou de la société qui veut maîtriser ses coûts avec une personne de confiance. Le travailleur effectue des recherches et se voit confier une mission par une entreprise ou celle-ci détermine son projet et connaît le bon intervenant. MITC est alors l'intermédiaire qui effectue le contrat de prestation de services avec l'entreprise cliente en embauchant le consultant comme salarié.

Sécurité du salariat et liberté du statut d'indépendant

Le portage salarial concilie le statut de salarié d'entreprise et celui de travailleur temporaire et associe donc la protection sociale liée au salariat avec la liberté du travailleur indépendant. Le portage salarial permet en effet au travailleur d'entreprendre sans prise de risques financiers ou personnels puisqu'il ne doit pas créer de structure juridique: sa mission démarre dès la signature du contrat. En cas de rupture de cet accord, il peut bénéficier d'une rupture conventionnelle et des avantages associés au statut de salarié et aux cotisations payées. Le salarié en portage est en outre autonome car il peut choisir ses missions, négocier de sa rémunération avec le client, opter pour un emploi du temps flexible et interrompre son activité.

De plus, sa gestion administrative est simplifiée: MITC s'occupe de la facturation, de la comptabilité, du salaire, des charges et du recouvrement auprès du client, si nécessaire.

Avantages du portage pour l'entreprise cliente

À cause de la crise sanitaire, plusieurs entreprises doivent (ou devront)

licencier des employés. Le portage salarial permet une optimisation des coûts pour l'entreprise, mais il garantit aussi une certaine souplesse, notamment par rapport aux employés licenciés. Si les entreprises ne pourront assurer un emploi fixe à 100% à leurs travailleurs, elles pourront les engager à 50 ou 60% par exemple.

À l'heure actuelle, le portage salarial représente donc une voie garante de sécurité, de stabilité mais aussi une opportunité pour la reprise et une souplesse pour l'avenir.

Tentez votre expérience avec MITC.
www.mitc-consulting.com

Portage Salarial : nouvelle forme



- **Indépendance en étant salarié**
- **Frais de gestion plafonnés**
- **Couvertures sociales optimales**

Finance durable: se former est essentiel



Andreas Jacobs
CEO de l'AZEK

Les investissements ESG sont une tendance importante qui se traduit par une offre

croissante et de fortes entrées de capitaux durables. Les clients d'aujourd'hui demandent des solutions d'investissement durable qui soient également attrayantes d'un point de vue financier.

Les conseillers à la clientèle sont tenus de fournir à leurs clients des conseils compétents en matière d'ESG. La formation ESG-CA transmet les connaissances nécessaires et permet

aux conseillers d'informer leurs clients de manière compétente et de leur proposer des solutions d'investissement optimisées en fonction des risques et répondant à leurs besoins.

ESG-CA est proposé sous forme de séminaires en ligne. Le certificat peut être obtenu en l'espace de deux mois.

Andreas Jacobs, CEO de l'AZEK, explique: «Nous sommes

heureux d'ajouter la formation pour les conseillers à la clientèle à notre gamme de formations continue ESG et, avec le Certified ESG Analyst CESGA, de contribuer encore davantage à l'ancrage plus fort de la durabilité dans le secteur financier.»

Comment divorcer en tant qu'entrepreneur?

La fin du mariage peut se répercuter sur l'entreprise d'un époux.
Quelques conseils pour éviter le démantèlement complet.



Josef Alkatout

Avocat spécialisé en droit de la famille
auprès de Borel & Barbey à Genève

Télétravail, encadrement des enfants à la maison et restriction des possibilités de loisir ne laissent que peu de place à l'épanouissement des vies de couple. Certains n'y survivent pas: depuis la première vague Covid-19, le taux de divorce en Suisse (usuellement entre 40% et 50%) connaît une forte augmentation.

La durée moyenne d'un mariage étant de 15 ans, les époux en instance de divorce auront eu le temps de se constituer une fortune qui sera, en absence d'un contrat de mariage, partagée à parts égales. Ainsi, en vertu du régime ordinaire de la participation aux acquêts, chacun a droit à la moitié de la contre-valeur des biens immobiliers, devises, titres, voitures, tableaux, bijoux, etc. Que se passe-t-il si parmi ces biens du couple se trouve une société dans laquelle l'un ou les deux époux sont actifs?

Si le divorce se déroule à l'amiable, tout accord entre les parties qui n'est pas «manifestement inéquitable» est homologué par le juge. Afin d'assurer la survie financière d'une société familiale, l'on peut ainsi songer à la possibilité d'attribuer à un époux une plus grande

partie de la prévoyance professionnelle de l'autre; en contrepartie, ce dernier peut garder ses parts dans l'entreprise. Une autre solution est l'indemnisation échelonnée sur le plus long terme en faveur de l'époux créancier, ce qui permet à une société qui ne dispose pas de grandes réserves en cash de survivre à la rupture conjugale. Enfin, si les rapports entre les parties restent amicaux, même une répartition en nature des parts dans la société est possible; si nécessaire, le rôle d'un des époux peut être réduit à celui d'un associé/actionnaire «occulte», sans responsabilités managériales mais avec un droit au bénéfice.

Si un accord ne peut être trouvé, le juge ne répartit pas les parts mais en ordonne la valorisation par un expert afin de fixer l'indemnisation en faveur de l'époux créancier – sans égard à la situation financière de l'époux débiteur. Si ce dernier n'arrive pas à désintéresser la partie adverse, ses parts dans la société devront être vendues.

Puisqu'on négocie mal quand on ne s'entend déjà plus, les époux ont ainsi intérêt à régler le sort de leurs affaires patrimoniales dans un contrat de mariage devant un notaire avant que l'union soit célébrée. En l'absence d'un tel contrat, mari et femme partageront les biens acquêts qu'ils auront accumulé pendant la vie commune et les revenus de leurs biens propres. A titre d'exemple, l'héritier d'une entreprise familiale (qui constitue un bien propre)

sera amené à partager le bénéfice accumulé ou réinvesti pendant la durée du mariage avec son épouse – contributions d'entretien en-sus.

Quant au contenu précis d'un contrat de mariage, un récent arrêt du Tribunal fédéral souligne qu'il s'agit de soigner les détails lors de la rédaction, notamment pour s'assurer que la volonté initiale des parties sera toujours reconnaissable après des décennies. Dans cet arrêt, un couple souhaitait désigner d'avance les biens à partager en cas de divorce. Leur convention stipulait que «les actions dans la société familiale X» que Monsieur avait héritées reviendraient par moitié à chacun le moment venu. A ce stade, il s'agissait de 20% du capital-actions émis. 25 ans après, les époux se trouvent devant le juge de divorce. Entre-temps, Monsieur a reçu en donation le 80% restant des parts. Madame allègue que les mots «les actions dans la société familiale X» devaient s'interpréter à la lumière de la situation actuelle, soit au moment du divorce, et ainsi comprendre le capital-actions entier. Les juges fédéraux ont rejeté ses conclusions en indiquant que l'interprétation d'un contrat de mariage devait se faire en se basant sur l'état de fait du jour de la signature. Bien que le résultat définitif soit en faveur de Monsieur et de son entreprise familiale, l'imprécision du contrat de mariage avait un coût: une bataille judiciaire qui a occupé trois instances en huit ans ainsi que des honoraires d'avocat et de frais de justice totalisant un montant à six chiffres.

Un autre arrêt du Tribunal fédéral concerne, lui aussi, un litige matrimonial en lien avec une société de famille: Madame détenait la quasi-totalité des parts d'une société à responsabilité limitée, tandis que Monsieur en était seul associé-gérant. Avant le divorce, le mari vide les comptes de la société et en cause la faillite (il est condamné pour abus de confiance, gestion fautive et violation de l'obligation de tenir une comptabilité dans une procédure pénale). Dans le cadre du divorce, Madame fait valoir son statut de bailleresse de fonds afin d'obtenir sa part des liquidités que son époux a dérobées à la Sàrl – en vain. Les juges fédéraux estiment que, puisqu'il ne s'agit pas d'une société simple mais d'une entité juridique distincte, c'est bien dans une procédure contre cette société-même que Madame aurait dû faire valoir ses prétentions, l'époux n'étant pas le bon destinataire de sa requête.

Une société de famille n'est pas qu'un outil économique; elle est souvent la raison de vivre du patron, est source d'émotions et aussi de conflit. Malgré la volonté bienveillante des époux au début de leur union, il est primordial de communiquer sur les rôles et attentes de chacun au sein de l'entreprise – et de codifier le résultat de telles discussions en temps utile.

www.borel-barbey.com

Formation de haut vol en management: un nouvel élan pour sa carrière!

L'Executive Master of Business Administration (EMBA) correspond au plus haut niveau d'études supérieures dans le domaine de la conduite globale des affaires. Cette formation généraliste proposée par la Haute école de gestion de Genève s'adresse à toute personne qui souhaite donner un nouvel élan à sa carrière par l'acquisition de compétences novatrices en se familiarisant avec les théories les plus actuelles du management.

L'approche systémique du EMBA permet d'appréhender l'entreprise dans son ensemble et ainsi comprendre les interactions entre les différents services (ressources humaines, finances, marketing, etc.) pour définir les bonnes stratégies. L'approche pluridisciplinaire permet d'aborder la gestion de manière innovante en y intégrant tous les aspects des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

«Construite pour des personnes en emploi, cette formation requiert toutefois un investissement personnel important», souligne

Nicolas Montandon, professeur à la HEG-Genève et co-directeur du programme EMBA. Les participants apprécient particulièrement le suivi personnalisé par des spécialistes du bilan de compétences et le développement d'une réelle posture managériale. «Néanmoins, la véritable valeur ajoutée, - estime Nicolas Montandon, - c'est la mise en situation avec des pairs provenant d'autres milieux, encourageant ainsi l'échange d'expériences et de positions pour résoudre des situations managériales complexes, sous l'expertise d'un professeur-coach garant de la qualité et des savoirs transmis.»

La première année correspond au DAS en Management appliqué, avec des modules d'approfondissement tels que le Marketing stratégique, qui permet d'aborder le positionnement des produits de l'entreprise et leur ciblage précis dans un environnement compétitif, ou la finance d'entreprise, qui permet d'acquérir des bases solides dans la compréhension des enjeux financiers auxquels sont confrontées toutes les entreprises.

Lors de la deuxième année, les participants peuvent choisir de suivre la voie standard autour des enjeux de l'économie globalisée et de la transformation

digitale ou, selon leurs objectifs et intérêts, une formation plus spécialisée de type DAS, telle que la gestion des risques d'entreprise, la gouvernance de la Sécurité des Systèmes d'information, le management durable, ou responsable communication.

Prochaine session:

Septembre 2021

Coût de la formation:

CHF 25 000.-

Informations et inscriptions:

www.hesge.ch/emba

EXECUTIVE MBA

« C'est une nouvelle paire de lunettes, meilleure correction, plus grand champ de vision. »

Alumnus EMBA

Plus d'informations
www.hesge.ch/heg/emba

h e g

Haute école de gestion
Genève

Hes·SO GENÈVE
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale

aaq
agence suisse
d'accréditation et
d'assurance qualité

swissuniversities

Repenser l'immobilier de proximité

Leader des services immobiliers en Suisse romande et présent en Suisse alémanique, DBS Group offre une multitude d'outils et se démarque en tant qu'employeur sans cesse à la recherche de talents.

Tout projet immobilier implique des aspects techniques complexes qui nécessitent les conseils d'un expert du domaine. Conscient de cette situation et grâce à plus de 600 collaborateurs et ses 35 agences, DBS Group offre à ses clients une présence humaine et locale avec ses marques reconnues dans divers cantons, et le professionnalisme d'un groupe à la dimension nationale.

Une gestion immobilière à 360°

Un service complet et adapté à chaque région et métier, que demander de plus? DBS couvre tous les métiers de l'immobilier et se positionne

en acteur global dans le domaine. Ses experts en immobilier, répartis dans ses dix marques, assurent une gestion optimale des biens à l'aide de leurs connaissances du marché local. DBS a aussi mis en place un système de partenariat pour ses services de courtage afin de garantir plus de visibilité à ses mandats et d'améliorer sa prospection, ainsi que pour son service travaux avec des partenaires locaux d'exécution en collaboration avec son entreprise Batiline.

Le groupe immobilier bénéficie, entre autres, d'une offre complète de gestion de portefeuilles d'envergure

avec des outils créés pour ses clients. D'ailleurs, pionnier en matière de digitalisation, il propose aussi des logiciels et des services en ligne pour ses clients et employés. Il permet ainsi à ses collaborateurs-trices de repenser chaque jour l'immobilier de proximité afin de suivre les tendances et changements du marché, et offrir la sérénité à leurs clients.

Une entreprise soucieuse de ses collaborateurs

DBS Group facilite la gestion immobilière et permet à ses collaborateurs

d'évoluer et de se projeter au travers des plans de carrière personnalisés. Chaque année, 30% de ses employés suivent un cursus académique.

Afin d'apporter les outils nécessaires à l'évolution de ses talents, DBS Group a ouvert la DBS Academy, qui propose un cursus conciliant compétences techniques, méthodologiques et sociales permettant de garantir à ses clients des services de qualité.

TEXTE PERRINE BORLÉE

Des services complets pour la gestion des biens

- Gérance
- Administration de PPE
- Ventes immobilières
- Immobilier d'investissement
- Immobilier commercial
- Pilotage de promotions
- Ventes de propriétés d'exception
- Rénovation
- Gestion de quartiers
- Courtage en crédits bancaires et en assurances

ANNONCE

FEEL AT HOME

HUF HAUS
Das Original · Seit 1912

LUXE ET EFFICACITÉ
Un seul partenaire pour l'ensemble des travaux.

Bureau de vente
Suisse romande:
HUF HAUS Montreux
Route de Fontanivent 54b
1817 Brent-Montreux
+41 21 9645640
montreux@huf-haus.com

De A pour l'Architecture innovante et individuelle à Z pour Zéro stress jusqu'à ce que vous emménagiez dans la maison de vos rêves dans le délai imparti !
Convenez d'un entretien sans engagement dans notre bureau d'architecte à Montreux.

Découvrez les offres exclusives du Groupe Chevalley.

Véhicules neufs de stock, équipés & disponibles immédiatement.



CLA 180 Shooting Brake.

CHF 495.-/mois*

3 ans de garantie | 10 ans de service gratuit

Equipements spéciaux

Boîte 7G-DCT / KEYLESS-GO / Régulation de distance
DISTRONIC / Apple CarPlay/Android Auto / Jantes AMG
18" / Progressive Line / Pack stationnement & caméra de
recul / Pack Premium / MBUX système multimedia / Etc.



Classe C 220 d 4MATIC Break «Swiss Star».

CHF 480.-/mois*

3 ans de garantie | 10 ans de service gratuit

Equipements spéciaux

Boîte 9G-TRONIC / KEYLESS-GO / Jantes AMG 19"
multibranche / AMG Line int. ext. / Pack Confort / Pack
stationnement avec caméra 360° / Apple CarPlay/
Android Auto / Pack Premium Plus / Etc.



Nouvelle Classe E 200 4MATIC Break.

CHF 690.-/mois*

3 ans de garantie | 10 ans de service gratuit

Equipements spéciaux

9G-TRONIC / AMG Line int. ext. / Jantes AMG 20" /
KEYLESS-GO / EASY-PACK / DISTRONIC PLUS / MBUX
système multimedia / Pack stationnement avec caméra
360° / Pack premium Plus / Etc.



MERCEDES SWISS INTEGRAL: Garantie 36 mois, 10 ans de service gratuit (tous deux jusqu'à 100'000 km, selon premier seuil atteint).

GROUPE CHEVALLEY

ATHÉNÉE COINTRIN

ÉTOILE GENÈVE

MARBRIERIE CAROUGE

A&S CHEVALLEY NYON